



Pierre-André Taguieff, « Une France anti-juive ? »

jeudi 23 juillet 2015

Pierre-André Taguieff, *Une France anti-juive ? Regards sur la nouvelle configuration judéophobe*, CNRS Editions, 2015, 323 pages, 20 euros.

La France serait-elle (re)devenue antisémite au vu des slogans entendus dans la manifestation « anti-Hollande » du 26 janvier 2014, dite « Jour de colère » (« Juif : casse-toi, la France n'est pas à toi ! ») ou dans les manifestations pro-palestiniennes de juillet 2014 (« Mort aux Juifs ! ») ; au vu aussi de la multiplication des actes sanglants visant des Français de confession juive depuis l'affaire Ilan Halimi de 2006 jusqu'à la prise d'otages de la superette hypercasher en janvier 2015 ? Et s'il y a retour de l'antisémitisme, celui-ci est-il le même que le vieil antisémitisme d'extrême-droite à base ethnico-raciale que nous analysons dans nos cours lorsque nous parlons de la France de Vichy ou de l'Allemagne hitlérienne ? Non, bien sûr, répond l'auteur qui préfère utiliser le terme de « judéophobie » pour désigner le dernier avatar politico-religieux d'un racisme anti-juif qui serait devenu avant tout « culturel » dans un monde globalisé où les religions sont revenues en force et où les nouvelles technologies de la communication favorisent la transmission d'un discours de haine sans frontière, d'autant plus efficace qu'il ne s'embarrasse d'aucune litote.

La judéophobie présente dans notre pays serait donc venue d'ailleurs, et à clairement parler du monde musulman où l'antisémitisme est présent dans une version « soft » (par rapport à l'Occident) depuis toujours et où le conflit israélo-palestinien l'aurait revivifié. Elle s'inscrirait dans un rejet plus global d'un Occident (auquel les Juifs sont assimilés) rendu responsable de tous les malheurs du monde musulman, comme de la discrimination sociale des jeunes Français d'origine immigrée, à qui ce discours s'adresse en priorité. Il aurait pour vecteurs principaux le propalestinisme qui, d'après l'auteur, fonctionnerait comme un puissant mythe victimaire, et l'antisionisme qui cacherait, chez bon nombre de ses tenants, la volonté pure et simple de rayer l'état d'Israël de la carte.

Propalestinisme et antisionisme diaboliseraient les juifs à travers la mise en avant de différentes théories complotistes (résurgence du Protocole des sages de Sion) et favoriseraient le passage au *ihad*. Ce nouvel antisémitisme bénéficierait enfin de nombreux relais dans la société française que l'auteur désigne comme des « compagnons de route » en parlant du couple Dieudonné / Soral ; voire même des « idiots utiles » en parlant d'une certaine gauche d'inspiration tiers-mondiste qui ne conçoit pas que les dominés d'hier et d'aujourd'hui puissent devenir les racistes de demain. L'auteur peut parfois se montrer très injuste lorsqu'il assassine un Shlomo Sand en quelques lignes dans une note en bas de page, mais le moins que l'on puisse dire est que son analyse n'est pas à balayer d'un revers de la main et qu'elle touche très souvent sa cible.

L'ouvrage se termine par un double appel : le premier s'adresse aux musulmans à qui il demande de regarder la réalité en face et de se réformer, car si le terrorisme islamiste n'est pas tout l'Islam, il appartient bien à l'Islam et il doit être clairement dénoncé par les musulmans eux-mêmes. Or les intellectuels de culture musulmane qui remettent en cause l'islamisme radical apparaissent aujourd'hui bien seuls : ils ne sont guère soutenus ni par leurs coreligionnaires ni par un certain nombre de « bonnes âmes » non-musulmanes qui craindraient – ô horreur – de passer pour « islamophobes » en le faisant. Le second appel s'adresse à la société française elle-même à qui l'auteur demande de croire en elle, d'affirmer ses valeurs et de s'ouvrir à l'Autre car « le problème de la tentation jihadiste ne peut être posé sans prendre au sérieux sa dimension culturelle, qui tient à la crise d'identité des sociétés européennes

» ; car également « la réponse répressive ne suffit pas. La vieille question de la lutte intellectuelle contre le fanatisme à base religieuse revient à l'ordre du jour ». La balle est clairement renvoyée ici dans le camp de la « société d'accueil » qui est aussi celui de la culture, de l'enseignement et de l'école. Quel discours, nous membres de cette société d'accueil, nous enseignants, avons-nous à tenir aux jeunes ? Et dans cette partie, est-il de bonne politique de ne laisser qu'une place mineure à l'enseignement de l'histoire-géographie ?

FRANCK Schwab

Régionale APHG de Lorraine

pour *Historiens & Géographes* Tous droits réservés 23 juillet 2015. [1]

Notes

[1] Retrouvez d'autres comptes-rendus d'ouvrages de la rédaction dans nos pages de l'« espace adhérent » www.aphg.fr